

La montée en puissance des Amériques sur la scène mondiale de l'énergie



Centre
d'Études
Supérieures
de la Marine

Arthur CHEVREUL

*Chargé d'études au CESM
et étudiant du Magistère
« Relations internationales
et action à l'étranger »
(Paris I Sorbonne)*



cesm.etudes@marine.defense.gouv.fr



La montée en puissance des Amériques sur la scène mondiale de l'énergie

Il y a trois mois, Amy Myers Jaffe publiait dans la revue *Foreign Policy* un éditorial¹ dans lequel elle prédisait que, dans les années 2020, le centre de gravité de la production énergétique mondiale se déplacerait du Moyen-Orient à l'Occident (« *Western Hemisphere* »). Ce glissement s'explique, selon elle, par deux raisons. La première est d'ordre technique : les avancées scientifiques permettent d'exploiter, sur le continent américain, des gisements d'hydrocarbures qui étaient jusqu'alors inaccessibles, ce qui a contribué à provoquer un véritable boom énergétique dans la région. Parallèlement - deuxième raison - l'instabilité politique au Moyen-Orient va réduire sa capacité de production. Si certains points de sa thèse sont à relativiser, il semble que Amy Myers Jaffe voie juste sur le fait que les Amériques vont occuper, dans un futur proche, une place prépondérante sur la scène énergétique mondiale, et ce compte tenu de la valorisation des importantes réserves en hydrocarbures s'y trouvant (gaz et pétrole). Toutes ces réserves sont en fait constituées de gisements « de frontière » dont la

découverte était inattendue il y a quelques années ou l'exploitation inenvisageable vu les techniques disponibles à l'époque. Ces découvertes se concentrent principalement au Brésil, aux États-Unis et au Canada, et sont déjà au cœur d'une multitude d'enjeux.

Les États-Unis connaissent actuellement une nette augmentation de leurs productions pétrolières et gazières grâce à la fracturation hydraulique, technique de forage consistant à envoyer dans les nappes d'hydrocarbures un mélange d'eau et de produits chimiques sous pression afin que la roche puisse libérer ses richesses. Selon le rapport 2011 de l'AIE, les États-Unis pourraient ainsi devenir le deuxième pays producteur de gaz de la planète en 2035 - derrière la Russie et devant la Chine - grâce à ses gisements du Texas, de Louisiane et de Pennsylvanie. Quant à l'Argentine, elle posséderait les troisièmes réserves mondiales de gaz de schiste (22 000 milliards de m³) derrière la Chine, les États-Unis et devant le Mexique. Pour ce qui est du pétrole de schiste, les perspectives sont également encourageantes en faisant monter les réserves de pétrole des États-Unis à 2000 milliards de barils. Le pétrole de schiste pourrait ainsi représenter 20 % de la production d'hydrocarbures américains (contre 9 % aujourd'hui). Au Canada, les sables bitumineux de l'État d'Alberta procurent déjà au pays la troisième place mondiale en terme de réserves prouvées de pétrole avec 175,2 milliards de barils. En 2020, cette région en plein boom économique pourrait produire jusqu'à 3 millions de barils par jour. Afin de connecter au marché mondial ces importantes réserves de pétrole, les États-Unis et le Canada envisagent la construction d'un oléoduc de 2 735 kilomètres (le « *Keystone XL* ») reliant l'État d'Alberta aux raffineries du golfe du Mexique : un projet à 7 milliards de dollars.

En 2006, le Brésil inaugurerait une série de découvertes de gisements de pétrole au large

1 MYERS JAFFE, Amy. The Americas, not the Middle East, will be the world capital of energy [en ligne]. Consultable sur : http://www.foreignpolicy.com/articles/2011/08/15/the_americas_not_the_middle_east_will_be_the_world_capital_of_energy. Consulté le 28 novembre 2011.

de ses côtes. Ils se situent dans sa Zone Économique Exclusive (ZEE), à plus de 200 kilomètres des côtes des États de l'Espírito Santo, de Rio de Janeiro, de São Paulo, du Parana et de Santa Catarina. Ils s'étendent sur environ 800 kilomètres sous une colonne d'eau dont la hauteur varie entre 5000 et 7000 mètres et sous une couche de sel dont l'épaisseur peut atteindre 2000 mètres, d'où le qualificatif de « pré-sal » attribué aux gisements découverts. À l'heure actuelle, les gisements identifiés sont synonymes, à eux seuls, de 10 à 15 milliards de barils de brut, alors que l'ensemble de la zone pré-sal pourrait abriter de 50 à 80 milliards de barils. L'exploitation des premiers puits offshore brésiliens par la compagnie nationale Petrobras a débuté en décembre 2010. Le pays compte augmenter sa production dans la zone pré-sal jusqu'à un rendement journalier de 1 million barils en 2017. Selon les estimations de l'Agence Internationale de l'Énergie, le Brésil se placerait en 2030 à la sixième place mondiale en terme de production pétrolière avec 3,4 millions de barils produits par jour, derrière l'Arabie Saoudite, la Russie, l'Irak, l'Iran et le Canada. Les découvertes de pétrole au large des côtes brésiliennes ont nourri les activités d'exploration tout le long de la côte est de l'Amérique du Sud. Les géologues supposent en effet que le sous-sol des côtes d'Amérique du Sud est similaire à celui des côtes du Golfe de Guinée, riche en hydrocarbures. Les immenses réservoirs se seraient séparés avec la dérive des plaques continentales. C'est ainsi que fut découvert, en septembre dernier, un important gisement de pétrole dans la ZEE française au large de la Guyane, par la compagnie anglaise Tullow Oil à laquelle est associée la major française Total.

L'océan Arctique est déjà l'objet d'une exploitation d'hydrocarbures par les États-Unis et le Canada. La Mer de Beaufort et plus particulièrement le delta du Mackenzie

recèlent d'importantes réserves. La fonte programmée de la banquise pourrait ouvrir de nouvelles perspectives. En août dernier, la compagnie Shell a obtenu de l'administration fédérale américaine l'autorisation de mener des opérations d'exploration en mer de Beaufort et de Chukchi. La compagnie souhaite y forer dix puits qui pourraient éventuellement commencer à produire à la fin de la décennie. L'Arctique pourrait abriter 160 milliards de barils de pétrole, un chiffre à considérer de manière très prudente compte tenu du fait que la région n'a pas fait l'objet de prospections de grande envergure. Même s'il est probable que les activités pétrolières et gazières s'intensifient dans la région, la conquête du pôle n'est pas pour demain. La fonte des glaces est un phénomène qui est l'objet de nombreuses spéculations. S'il doit se réaliser à grande échelle, cela prendra des décennies. D'autre part, les glaces ne sauraient faire place à une mer plate favorable aux plate-formes pétrolières gazières. Au contraire, l'Arctique est un océan où les conditions naturelles sont très rudes et il ne saurait offrir des conditions d'exploitation plus favorables que le golfe du Mexique où l'Atlantique Brésilien.

Toutes ces ressources d'hydrocarbures ne doivent pas nous tromper. Comme le journaliste Michael Levi l'affirme dans un article intitulé « La fin de l'OPEP ? », l'Amérique n'est et ne sera pas un « nouveau Moyen-Orient ». Michael Levi constate que la production de pétrole dans les Amériques est déjà presque la même que celle du Moyen-Orient, alors même que la production de gaz naturel y est supérieure, notamment grâce au gaz de schiste des États-Unis. Il précise aussi que les ressources du Moyen-Orient sont parmi les plus « faciles » à extraire au monde, et donc parmi les moins chères à produire. Leur exploitation est rentable et génère des profits colossaux même avec un prix au baril faible. Ce n'est pas le cas avec les ressources

d'hydrocarbure de frontière qui nous intéressent, puisque c'est l'augmentation du prix du pétrole entre 2004 et 2008 qui a légitimé peu à peu leur mise en exploitation. Le faible prix d'extraction des hydrocarbures du Moyen Orient confère en outre davantage de pouvoir aux pays producteurs de la région qui disposent encore des plus importantes réserves connues de pétrole (63 %) et de gaz (35 %) au monde. Ils gardent une marge de manœuvre certaine - via l'OPEP, notamment - pour augmenter leur production et faire peser le prix des hydrocarbures à la baisse et menacer ainsi les activités de production de frontière des Amériques. Cela s'est déjà vu dans l'histoire : au milieu des années 1980, c'est par ce mécanisme que l'industrie pétrolière louisianaise offshore était entrée en crise.

D'un point de vue stratégique, le défi majeur des Amériques va résider dans la sécurisation de ses infrastructures et de ses exportations. Les plate-formes et terminaux pétroliers et gaziers nécessitent des investissements de taille et sont hautement stratégiques, donc susceptibles d'être la cible d'attaques terroristes. Ils mobiliseront d'importants efforts en terme de surveillance et de protection. C'est en partie dans cette optique de sécurisation de ses intérêts énergétiques en Atlantique que le Brésil est actuellement en train de renforcer la composante navale de son outil de défense. Le pays a acheté à la France, en 2008, quatre sous-marins d'attaque Scorpène. Quant à la protection des gisements pétroliers français au large de la Guyane, il est synonyme de nouvelles missions de protection pour la marine française. De manière plus large, la sécurisation des exportations devra passer par une sécurisation des voies de transit maritime, notamment dans les zones de piraterie (golfe d'Aden, détroit de Malacca), une tâche envers laquelle la communauté internationale semble désemparée malgré la

mise sur pied d'actions communes.

Dans la zone Arctique, les gisements d'hydrocarbures mis à jour se trouvent déjà dans les ZEE définies selon la Convention sur le Droit de la Mer. Les pays côtiers seront susceptibles, à l'image de la Russie, de vouloir étendre leur ZEE à l'ensemble de leur plateau continental. Il existe actuellement un différend juridique entre le Canada et les États-Unis en Mer de Beaufort, à propos d'une zone de 10 000 km² potentiellement riche en hydrocarbures et que les deux pays considèrent comme faisant partie de leurs ZEE respectives. Les États-Unis pourraient aussi chercher à étendre leur juridiction sur le plateau de Chukchi où, nous l'avons vu, la compagnie Shell mène des activités d'exploration. Si l'activité pétrolière et gazière s'intensifie dans la région, cela confèrera au détroit de Béring une importance stratégique de premier ordre compte tenu du transit maritime qui ira croissant. Nous parlons ici de désaccords actuels ou potentiels qui ne se transformeront pas en conflit majeur. Les diplomates américaines, canadiennes et russes tendront à s'accorder pacifiquement et raisonnablement pour régler leur différend juridique concernant la zone disputée. Quant au Brésil, il a déjà ajouté à sa ZEE une zone de 960 000 km², potentiellement riche en hydrocarbures, afin de la protéger des convoitises extérieures.

Les conflits les plus virulents tourneront autour de la problématique environnementale. Ils opposeront, d'un côté, des gouvernements soucieux d'assurer à leur pays une sécurité énergétique et de l'autre des groupes de citoyens préoccupés. Pour ce qui concerne le développement de l'exploitation pétrolière offshore, les craintes d'un nouvel accident à l'image de celui ayant eu lieu au large des côtes de Louisiane en avril 2010 sont légitimes. En Alaska, le souvenir de la marée noire catastrophique provoquée par l'échouement du tanker Exxon

Valdez en 1989 est toujours dans les esprits, ainsi que les fuites des oléoducs de la compagnie BP ayant pollué la toundra en 2006. C'est à l'aune de ces catastrophes passées qu'il faut comprendre les virulentes oppositions à tous les projets d'extraction offshore et de construction d'oléoduc. Il appartiendra aux gouvernements brésilien, canadien et américain de veiller à la mise en place et surtout à l'application de règles de sécurité draconiennes afin d'éviter que de tels événements puissent se reproduire.

Les découvertes d'hydrocarbures ayant eu lieu ces dernières années sur le continent américain brouillent les cartes de la distribution des ressources mondiales. Les Amériques vont incontestablement occuper un rôle crucial dans l'approvisionnement du monde en pétrole et en gaz, sans pour autant remplacer le Moyen-Orient comme le prétend Amy Myers Jaffe. Ces découvertes offriront l'opportunité de diversifier les sources d'approvisionnement pour les pays importateurs et de réduire la dépendance envers un Moyen-Orient sans cesse plus instable. Mais elles impliquent également des défis à relever par les pays producteurs qui sauront, compte tenu des revenus procurés par les industries d'extraction et de la nécessité de s'assurer une sécurité énergétique, mobiliser les efforts nécessaires en termes d'adaptations techniques et de négociations politiques.

Arthur Chevreul

Chargé d'études au CESM et étudiant du Magistère « Relations internationales et action à l'étranger (Paris I Sorbonne) ».
A travers cette publication, seule la responsabilité de l'Auteur est engagée.